

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Immeubles de bureaux : une catastrophe annoncée?

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

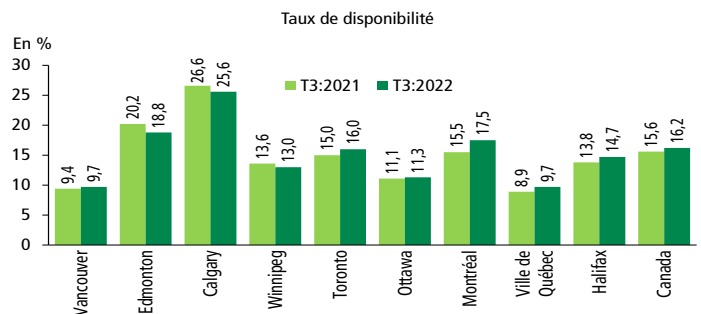
Si l'on réfléchit aux moments forts de cette année 2022 pour le moins mouvementée, le retour au travail en présentiel des employés de bureau (principalement dans un mode de travail hybride) marque une étape clé de la transition vers un monde postpandémie. Les jours passés au bureau ressemblent peut-être beaucoup au « bon vieux temps », mais le fait que la plupart d'entre nous n'y sont que quelques fois par semaine signifie qu'il s'agit bel et bien d'une nouvelle norme. Une [étude](#) sur les modalités de travail aux États-Unis suggère que la part des journées entières de travail rémunérées à domicile s'est stabilisée autour de 30 % en 2022, soit environ la moitié de ce qu'elle était au printemps 2020, mais tout de même bien au-delà des chiffres pré-pandémiques, estimés à 5 %.

Cela signifie que la situation est loin d'être réglée pour le marché immobilier commercial et, par extension, pour les actifs que les bureaux des entreprises représentent. Ce n'est pas étonnant, compte tenu de la réputation d'investissement de long terme attribuée à l'immobilier commercial. En effet, les baux de dix ans ne sont pas rares dans ce secteur. En principe, cela donne à la plupart des entreprises le temps d'évaluer ce que le mode de travail hybride implique pour leurs besoins en locaux pour bureaux. Cela dit, les pressions exercées sur les coûts par l'inflation, les salaires et les taux d'intérêt amènent certaines d'entre elles à se pencher sur les redondances, et une solution évidente s'offre aux gestionnaires chaque fois qu'ils errent dans des étages désertés.

Depuis 2000, le taux de disponibilité des bureaux n'a jamais été aussi élevé à l'échelle nationale. Calgary, Edmonton et Montréal affichaient les plus hauts taux de disponibilité au troisième trimestre (graphique). En Amérique du Nord, le secteur de la technologie est l'un de ceux qui ont le plus tourné le dos aux bureaux. On y a davantage adopté le télétravail à temps plein, notamment chez les entreprises en démarrage qui regroupent des talents à l'échelle mondiale, mais le secteur a également été frappé par des mises à pied cette année. Dans un scénario

GRAPHIQUE

Le taux de disponibilité des espaces de bureaux a augmenté dans la plupart des marchés



Sources : Altus Group et Desjardins, Études économiques

de récession où celles-ci toucheront un plus grand nombre de secteurs, la disponibilité des locaux pour bureaux pourrait être mise à plus rude épreuve, surtout lorsque les baux devront graduellement être renouvelés.

À titre d'économiste, cette situation soulève un certain nombre de questions. Dans les faits, la pandémie et ses confinements ont mis la table pour un autre cas de perturbation technologique. Il est vrai que le télétravail existe depuis plus de deux décennies. Dans certains secteurs, comme les services-conseils aux entreprises, le travail hybride était monnaie courante bien avant la pandémie. Grâce à des investissements importants en connectivité pendant les premiers confinements, les entreprises ont pu instaurer le télétravail pour l'ensemble de leurs employés de bureau en quelques semaines.

Mais comme dans tout cas de perturbation technologique, une partie du capital devient obsolète et perd de sa valeur. Par exemple, les services de covoiturage ont bouleversé l'industrie du taxi traditionnel partout dans le monde. À New York, la valeur d'un médaillon de taxi, le permis requis pour exploiter

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

les fameuses voitures jaunes, est passée de plus de 1 M\$ US en 2014 à un peu plus de 100 000 \$ US cette année, laissant de nombreux chauffeurs endettés jusqu'au cou. Dans le cas des bureaux, il y a beaucoup d'espace inutilisé maintenant que les gens ne s'y présentent qu'une partie de la semaine. Selon un sondage mené par Collier, 60 % des entreprises auront besoin de 50 % à 70 % de leurs locaux actuels d'ici trois ans.

Tout comme les klaxons des taxis jaunes continuent de résonner dans les rues de New York, l'espace physique vide ne disparaîtra pas de sitôt. Toutefois, la question de la valeur de ces actifs est plus complexe que celle des médaillons de taxi. Les immeubles de bureaux sont répartis en catégorie selon leur qualité. À l'heure actuelle, la demande pour les immeubles de catégorie A (par exemple : nouveaux bureaux, bien ventilés, équipés de commodités modernes et optimisés pour le travail en collaboration) demeure forte dans tous les marchés. Les immeubles de catégorie C, plus désuets et situés dans des endroits moins recherchés, sont ceux qui peuvent connaître une augmentation du taux d'inoccupation ainsi que des pressions à la baisse sur les loyers et sur leur valeur. Et ces diminutions pourraient être importantes. Selon des [recherches](#) récentes effectuées pour le marché de New York, les bureaux pourraient perdre 39 % de leur valeur pré-pandémique, et ce, de manière permanente.

Certains avancent même que les locaux pour bureaux pourraient devenir un actif délaissé (*stranded asset*). Cela semble plutôt pessimiste, car les propriétaires chercheront à réutiliser l'espace pour atténuer le choc. Ce processus s'est produit maintes et maintes fois dans l'histoire des quartiers industriels de la plupart des villes, bien qu'il puisse parfois s'étendre sur plusieurs décennies. Dans le contexte actuel, le changement de vocation des bureaux abandonnés est invariablement lié à la question du logement, compte tenu de la pénurie dans ce secteur. Si le surplus de locaux pour bureaux pouvait être converti en logements, tout le monde y gagnerait. Alors que le Canada cherche à accélérer le rythme de l'immigration et visera bientôt 500 000 nouveaux arrivants par année, il ne fait aucun doute que tout ce qui pourrait permettre d'ajouter des logements qui font si cruellement défaut en ce moment doit être pris en considération. De plus, le fait de transformer des bureaux inutilisés en logements pourrait en prime limiter l'étalement urbain et réduire les émissions de carbone.

Malheureusement, ces arguments se heurtent à la complexité du monde des immeubles de bureaux. Premièrement, ces structures ont été conçues et configurées pour répondre aux besoins particuliers des entreprises et ne sont pas des unités résidentielles. L'emplacement des ascenseurs, l'architecture de la plomberie, les appareils de chauffage et de climatisation, l'exposition à la lumière naturelle, les balcons, ne sont que quelques-uns des éléments qui sont conçus différemment dans un immeuble résidentiel. Deuxièmement, et c'est particulièrement vrai dans le cas des immeubles de bureaux

plus anciens, des rénovations plus exhaustives pourraient être requises pour respecter les normes modernes en matière de ventilation, d'efficacité énergétique ou de sécurité incendie, ce qui entraînerait des coûts importants. Troisièmement, il se peut que de telles conversions nécessitent une expertise spécialisée dans le secteur de la construction, et on peut supposer qu'il y a aussi une pénurie de ce côté à l'heure actuelle.

Compte tenu des coûts (y compris ceux des matériaux et de la main-d'œuvre) et des risques, les nouvelles unités résidentielles des immeubles de bureaux fraîchement convertis devraient se vendre à un prix suffisamment élevé pour que ces conversions soient rentables. Il n'est pas déraisonnable de s'attendre à ce que seuls les plus nantis puissent payer le prix (ou le loyer) minimal demandé pour ces logements. Cela n'améliorerait donc guère l'abordabilité des logements pour les ménages à revenu moyen ou faible. Si l'objectif est réellement de convertir les bureaux en logements abordables, cela pourrait s'avérer difficile à atteindre sans une implication gouvernementale substantielle.

Et même si les logements convertis étaient abordables, les quartiers centraux des affaires sont-ils attrayants pour les ménages typiques? Pour que ce soit le cas, il faut s'assurer d'y trouver des écoles, des garderies, des hôpitaux, des installations publiques et des espaces commerciaux. Ces investissements publics seraient nécessaires justement alors que la dépréciation des propriétés est susceptible d'exercer une pression sur les recettes fiscales des municipalités, ce qui signifie que les gouvernements fédéral et provinciaux seraient fortement sollicités.

Bref, nous sommes de retour au travail, mais nos immeubles de bureaux ne seront plus les mêmes. Cette situation entraîne des répercussions importantes. Les investisseurs qui ont misé massivement sur cette catégorie d'actifs lorsque les taux d'intérêt étaient bas le savent très bien. Et les choses n'iront pas nécessairement en s'améliorant.

À surveiller

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Tiago Figueiredo, associé – stratégie macroéconomique, Marc Desormeaux, économiste principal, et Francis Généreux, économiste principal

MARDI 13 décembre - 8:30

Novembre	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,3 %
Octobre	0,4 %

MERCREDI 14 décembre - 14:00

Décembre	
Consensus	4,50 %
Desjardins	4,50 %
2 novembre	4,00 %

JEUDI 15 décembre - 8:30

Novembre	m/m
Consensus	-0,1 %
Desjardins	-0,3 %
Octobre	1,3 %

JEUDI 15 décembre - 9:15

Novembre	m/m
Consensus	0,1 %
Desjardins	-0,2 %
Octobre	-0,1 %

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation (novembre) – L’inflation a continué à ralentir en octobre, la hausse annuelle de l’indice des prix à la consommation se mesurant à 7,7 % par rapport au sommet de 9,1 % atteint en juin. Cette tendance devrait se poursuivre en novembre. On s’attend notamment à une légère baisse des prix de l’énergie alors que le prix de l’essence à la pompe a affiché un recul de 2,9 %. La croissance des prix des aliments devrait ressembler à celle de 0,6 % enregistrée en octobre. Excluant les aliments et l’essence, on s’attend à une croissance égale au 0,3 % d’octobre qui devrait encore refléter un apaisement des prix des biens (notamment des véhicules d’occasion) et une tendance plus soutenue du côté des services. Somme toute, la variation mensuelle de l’indice total des prix à la consommation devrait être aussi de 0,3 %. La variation annuelle de l’IPC total devrait diminuer de 7,7 % à 7,3 %, tandis que l’inflation de base devrait passer de 6,3 % à 6,1 %.

Réunion de la Réserve fédérale (décembre) – Le resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale n’est pas terminé. L’inflation est encore trop élevée et le marché du travail trop serré. Cela dit, les récentes communications nous provenant de la Réserve fédérale suggère que le rythme des hausses de taux devrait amorcer un ralentissement à cette réunion. Ainsi, les augmentations précédentes de 75 points de base de la fourchette cible des taux directeurs devraient faire place à une hausse de 50 points. Il sera intéressant de consulter les nouvelles prévisions de la Fed qui devrait nous informer davantage sur le niveau final du présent resserrement monétaire.

Ventes au détail (novembre) – Les ventes au détail se sont montrées plus fortes que prévu en octobre avec un gain mensuel de 1,3 %, le plus élevé depuis février. On anticipe un certain ressac pour le mois de novembre. Celui-ci proviendra en bonne partie d’un recul des ventes d’automobiles qui ont repris leur souffle après un fort mois d’octobre. On prévoit aussi une diminution de la valeur de ventes auprès des stations-service. Excluant ces deux composantes, les informations disponibles jusqu’à maintenant sont plutôt contradictoires. Les anecdotes concernant les ventes de l’après-Thanksgiving ont été plutôt positives, mais les données sur les transactions par cartes suggèrent des baisses dans plusieurs secteurs, notamment du côté des magasins de biens durables et des grands magasins. Somme toute, une diminution de 0,3 % des ventes totales est prévue, tandis que les ventes excluant les automobiles et l’essence pourraient afficher une augmentation de 0,2 %.

Production industrielle (novembre) – Depuis avril, la production industrielle n’a pas réussi à enregistrer deux mois consécutifs de hausse. Ainsi, après un gain de 0,1 % en septembre, elle a diminué de 0,1 % en octobre. On s’attend à une nouvelle baisse pour le mois de novembre. Les heures travaillées dans le secteur automobile devraient afficher une bonne croissance, mais cela sera plus que contrebalancé par une diminution dans le reste de la fabrication. On anticipe ainsi un recul de 0,3 % de la production manufacturière dans son ensemble. Le reste de la production industrielle, soit la production d’énergie et le secteur minier, devrait afficher une stagnation. Ainsi, la production industrielle totale devrait montrer une baisse de 0,2 %.

MERCREDI 14 décembre - 8:30

Octobre	m/m
Consensus	1,9 %
Desjardins	1,9 %
Septembre	0,0 %

JEUDI 15 décembre - 8:15

Novembre	taux ann.
Consensus	259 000
Desjardins	259 000
Octobre	267 100

JEUDI 15 décembre - 9:00

Novembre	m/m
Consensus	nd
Desjardins	-3,7 %
Octobre	1,3 %

 VENDREDI 16 décembre - 8:30

Octobre	m/m
Consensus	1,3 %
Desjardins	0,9 %
Septembre	0,1 %

LUNDI 12 décembre - 2:00

Octobre	m/m
Consensus	0,4 %
Septembre	-0,6 %

CANADA

Ventes du secteur de la fabrication (octobre 2022) – Les ventes du secteur de la fabrication devraient faire un bond important en octobre, augmentant probablement de 1,9 % au cours du mois. Cela correspond à l'estimation provisoire de 2,0 % de Statistique Canada. La progression d'octobre devrait être largement attribuable aux prix, ceux des importations ayant augmenté au cours du mois en raison de la faiblesse du dollar canadien et de la hausse du cours pétrolier. Les volumes de fabrication devraient avoir progressé de façon plus modeste, comme en témoigne la hausse de l'emploi dans ce secteur et des importations d'intrants dans le processus de fabrication. Ces facteurs ont toutefois été quelque peu contrebalancés par la faiblesse de la production automobile.

Mises en chantier (novembre 2022) – Les mises en chantier devraient s'être stabilisées à un niveau respectable de 259 000 unités en novembre. La baisse de la valeur des permis de construction au cours du mois ainsi qu'en octobre a probablement nui à ces chiffres, tout comme la diminution de l'emploi dans le secteur de la construction. Toutefois, la persistance récente des mises en chantier, malgré le recul des ventes de propriétés existantes et des permis de construction, laisse croire qu'elle pourrait être plus durable que ne le suggèrent certaines données prévisionnelles typiques.

Ventes de propriétés existantes (novembre 2022) – Après une première avancée en sept mois en octobre, les ventes de propriétés existantes devraient de nouveau reculer en novembre. Cette situation est attribuable à la baisse des ventes dans les grands centres comme Toronto et Vancouver ainsi que dans la province de Québec. Les ventes devraient également avoir diminué au cours du mois dans les plus petites villes en Ontario, comme Ottawa, Mississauga, Durham, London, Windsor et St. Catharines. Dans l'Ouest, ce sera la même chose pour Edmonton et pour Saskatoon. L'une des rares bonnes nouvelles c'est la possible augmentation des ventes de maisons existantes à Calgary en novembre.

Ventes en gros (octobre 2022) – Le commerce de gros a probablement progressé en octobre grâce aux gains réalisés dans les volumes de ventes et les prix. Il s'agit d'un résultat légèrement inférieur à celui de l'estimation initiale de Statistique Canada, qui anticipe une hausse de 1,3 % pour le mois. La hausse des prix des marchandises importées et de l'IPC, combinée à une dépréciation du dollar canadien, a vraisemblablement fait grimper les prix de gros en octobre. Entre-temps, la progression de l'emploi dans les secteurs de la vente en gros et des ventes de véhicules automobiles devrait avoir contribué à la croissance des volumes de ventes en gros au cours du mois.

OUTRE-MER

Royaume-Uni : PIB mensuel (octobre) – Le PIB réel du Royaume-Uni a diminué au cours de trois des quatre mois séparant juin et septembre. Ceci a amené l'économie britannique à avoir un pied dans la récession avec une baisse annualisée de 0,7 % du PIB réel trimestriel au cours de l'été. On s'attend à une autre baisse trimestrielle pour la fin de 2022. Il reste toutefois à voir si le PIB mensuel diminuera encore en octobre. La diminution de 0,6 % en septembre provenait en grande partie des perturbations de l'activité économique due au deuil national décrété après le décès d'Élisabeth II. Il pourrait donc avoir un rebond en octobre, comme le montre la hausse de 0,6 % des ventes au détail après une baisse de 1,5 % en septembre. Toutefois, d'autres diminutions du PIB mensuel sont à prévoir par la suite.

MERCREDI 14 décembre - 21:00
Novembre

Chine : Ventes au détail et production industrielle (novembre) – Les indicateurs économiques chinois se montrent plutôt volatils depuis quelque temps. C’est en partie causé par les aléas de la politique zéro COVID des autorités gouvernementales. Les données d’octobre avaient montré une variation annuelle de -0,5 % des ventes au détail, mais un gain de 5,0 % de la production industrielle. Celle-ci pourrait avoir ralenti en novembre alors que la variation annuelle des exportations a nettement diminué (de 7,0 % à seulement 0,9 %) au cours du même mois. De plus, les confinements qui ont eu lieu le mois dernier dans plusieurs villes de Chine ont probablement à nouveau affecté les ventes au détail qui pourraient s’avérer encore plus négatives.

JEUDI 15 décembre - 7:00
Décembre

Consensus	3,50 %
Desjardins	3,50 %
3 novembre	3,00 %

Royaume-Uni : Réunion de la Banque d’Angleterre (décembre) – Il y a un an, la Banque d’Angleterre (BoE) était la première des principales banques centrales à amorcer un resserrement monétaire. Son approche a d’abord été graduelle, mais elle a fini par décréter quelques hausses de taux de plus grande ampleur en raison du manque de progrès sur l’inflation. En novembre dernier, elle a opté pour une première hausse de 75 points, mais cette décision n’a pas été unanime alors que deux membres du Comité de politique monétaire auraient préféré une augmentation moins prononcée. Pour la réunion du 15 décembre, nous nous attendons à ce que la BoE opte pour une hausse de 50 points et continue de signaler clairement d’autres augmentations pour l’année 2023.


JEUDI 15 décembre - 8:15
Décembre


Consensus	2,50 %
Desjardins	2,75 %
27 octobre	2,00 %

Zone euro : Réunion de la Banque centrale européenne (décembre) – L’inflation semble avoir plafonné en zone euro dernièrement, mais elle reste très forte à près de 10 %. Si l’on fait des comparaisons avec les États-Unis, l’inflation est plus élevée en zone euro et la Banque centrale européenne (BCE) a pris du retard sur la Réserve fédérale en matière de relèvement des taux d’intérêt. Dans ce contexte, une autre augmentation de taux de 75 points de base apparaît assez probable. La deuxième option serait une hausse de 50 points. Cela dit, il sera surtout important de porter attention aux signaux pour les prochaines décisions de politiques monétaires. Nous croyons que la BCE continuera d’indiquer que des augmentations de taux supplémentaires seront nécessaires en 2023. Les nouvelles prévisions de la BCE sur la croissance économique et l’inflation seront également intéressantes à analyser.

Indicateurs économiques

Semaine du 12 au 16 décembre 2022

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 12	14:00	Budget fédéral (G\$ US)	Nov.	nd	-248,0	-87,8
MARDI 13	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Nov.	0,3 %	0,3 %	0,4 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Nov.	0,3 %	0,3 %	0,3 %
		Total (a/a)	Nov.	7,3 %	7,3 %	7,7 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Nov.	6,1 %	6,1 %	6,3 %
MERCREDI 14	8:30	Prix des exportations (m/m)	Nov.	-0,6 %	-0,8 %	-0,3 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Nov.	-0,5 %	-0,6 %	-0,2 %
	14:00	Réunion de la Réserve fédérale	Déc.	4,50 %	4,50 %	4,00 %
	14:30	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
JEUDI 15	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	5-9 déc.	234 000	234 000	230 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Déc.	-10,0	-10,0	-19,4
	8:30	Indice Empire manufacturier	Déc.	-1,0	-2,5	4,5
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Nov.	-0,1 %	-0,3 %	1,3 %
		Excluant automobiles (m/m)	Nov.	0,2 %	0,1 %	1,3 %
	9:15	Production industrielle (m/m)	Nov.	0,1 %	-0,2 %	-0,1 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Nov.	79,8 %	79,7 %	79,9 %
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Oct.	0,4 %	0,3 %	0,4 %
	16:00	Achats étrangers de valeurs mobilières (G\$ US)	Oct.	nd	nd	118,0
VENDREDI 16	---	---				
CANADA						
LUNDI 12	8:30	Comptes du bilan national	T3			
	15:25	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem				
MARDI 13	---	---				
MERCREDI 14	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Oct.	1,9 %	1,9 %	0,0 %
JEUDI 15	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Nov.	255 000	259 000	267 100
	9:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Nov.	nd	-3,7 %	1,3 %
VENDREDI 16	8:30	Opérations internationales en valeurs mobilières (G\$)	Oct.	nd	nd	-22,27
	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Oct.	1,3 %	0,9 %	0,1 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 12 au 16 décembre 2022

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 12								
Royaume-Uni	2:00	Balance commerciale (M€)	Oct.	-3 500		-3 135		
Royaume-Uni	2:00	Construction	Oct.	0,1 %	6,4 %	0,4 %	5,7 %	
Royaume-Uni	2:00	Indice des services	Oct.	0,5 %		-0,8 %		
Royaume-Uni	2:00	PIB mensuel	Oct.	0,4 %		-0,6 %		
Royaume-Uni	2:00	Production industrielle	Oct.	-0,1 %	-2,6 %	0,2 %	-3,1 %	
MARDI 13								
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Oct.	3,7 %		3,6 %		
Allemagne	2:00	Indice des prix à la consommation – final	Nov.	-0,5 %	10,0 %	-0,5 %	10,0 %	
Allemagne	2:00	Indice ZEW – situation courante	Déc.	-57,0		-64,5		
Allemagne	2:00	Indice ZEW – situation future	Déc.	-26,7		-36,7		
Japon	18:50	Indice Tankan des grands manufacturiers	T4	7		8		
MERCREDI 14								
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Nov.	0,6 %	10,9 %	2,0 %	11,1 %	
Zone euro	5:00	Production industrielle	Oct.	-1,5 %	3,5 %	0,9 %	4,9 %	
Chine	21:00	Production industrielle	Nov.		3,7 %		5,0 %	
Chine	21:00	Ventes au détail	Nov.		-3,9 %		-0,5 %	
JEUDI 15								
France	2:45	Confiance des entreprises	Déc.	101		102		
France	2:45	Indice des prix à la consommation – final	Nov.	0,4 %	6,2 %	0,4 %	6,2 %	
Suisse	3:30	Réunion de la Banque nationale suisse	Déc.	1,00 %		0,50 %		
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Déc.	3,50 %		3,00 %		
Zone euro	8:15	Réunion de la Banque centrale européenne	Déc.	2,50 %		2,00 %		
Mexique	14:00	Réunion de la Banque du Mexique	Déc.	10,50 %		10,00 %		
Royaume-Uni	19:01	Confiance des consommateurs	Déc.	-43		-44		
VENDREDI 16								
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Nov.	0,3 %	-5,6 %	0,6 %	-6,1 %	
France	3:15	Indice PMI composite – préliminaire	Déc.	48,7		48,7		
France	3:15	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Déc.	48,0		48,3		
France	3:15	Indice PMI services – préliminaire	Déc.	49,1		49,3		
Allemagne	3:30	Indice PMI composite – préliminaire	Déc.	46,5		46,3		
Allemagne	3:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Déc.	46,5		46,2		
Allemagne	3:30	Indice PMI services – préliminaire	Déc.	46,4		46,1		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – préliminaire	Déc.	48,0		47,8		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Déc.	47,1		47,1		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – préliminaire	Déc.	48,5		48,5		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – préliminaire	Déc.	48,0		48,2		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Déc.	46,5		46,5		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – préliminaire	Déc.	48,5		48,8		
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Oct.	nd		-37,7		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Nov.	-0,1 %	10,0 %	-0,1 %	10,0 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 5 heures).